



Réforme fiscale

Objectifs

- Le gouvernement fédéral doit :
 - Repenser ses modifications fiscales proposées pour s'assurer qu'on va #ProtégerlaCroissance des petites entreprises à travers le Canada et continuer à encourager l'esprit d'entrepreneuriat.
 - Lancer de réels consultations avec le monde des affaires pour revoir la politique fiscale du pays – sans viser de manière injuste les entreprises indépendantes.
 - Faire un examen complet du système fiscal canadien, en tenant visant l'équité et de la simplification pour tous les contribuables, ainsi qu'en accroissant la compétitivité du régime afin de bénéficier à toutes les entreprises.

Messages généraux

- Les modifications fiscales que le gouvernement a proposées sont les changements les plus importants que nous avons observés depuis 45 ans. Ils ont le potentiel de modifier notre système fiscal actuel de manière fondamentale et surtout, négative.
- Nous ne pouvons pas changer constamment les règles du jeu, de sorte que le gouvernement n'a qu'une seule chance de réussir avec ces changements. Si le gouvernement souhaite réussir, il faut mettre en place une consultation plus complète qui inclut le secteur des affaires. La période de consultation trop courte de 75 jours, qui en plus a commencé au milieu de l'été, les informations limitées et l'accès contrôlé aux tables rondes que le gouvernement a utilisé à date ne suffisent pas.
- Ces modifications fiscales affecteront tous les propriétaires d'entreprises privées, quel que soit leur niveau de revenu, leur taille d'activité ou leur conformité aux règles fiscales. La plupart des propriétaires d'entreprises finiront par payer un taux de taxe globale plus élevée qu'aujourd'hui si ces propositions vont de l'avant, parfois même en payant des taux d'imposition plus élevés que les autres Canadiens au même niveau de revenu. Cela a été confirmé par les professionnels de la comptabilité au Canada.
- Si le gouvernement s'intéresse au nombre croissant de sociétés privées sous contrôle canadien et essaie de s'assurer que les propriétaires d'entreprises

délinquants paient leur juste part des taxes, ils devraient examiner des mesures ciblées, et non les changements généraux qu'ils ont proposés.

- De nombreux propriétaires de petites entreprises ont indiqué que si ces règles passent sous leur forme actuelle, ils fermeront boutique et passeront à l'emploi à temps plein ou déménageront leur entreprise hors du Canada. Cela pourrait entraîner des pertes d'emplois importantes, en plus de laisser le Canada à la traîne derrière d'autres pays en ce qui concerne les statistiques sur l'entrepreneuriat et la propriété des petites entreprises.

Arguments

Argument	Réfutation
Ces changements visent à assurer l'équité fiscale et à faire en sorte que les propriétaires d'entreprise paient leur juste part des taxes.	<ul style="list-style-type: none"> • Une majorité écrasante de propriétaires de PME sont de fiers Canadiens qui paient des impôts qui soutiennent leurs communautés, et qui visent à créer des emplois; • Il n'est pas « équitable » de les cibler, et il n'est certainement pas équitable de mettre en place des mesures qui pourraient coûter des emplois dans de multiples PME. • S'il y a des individus délinquants qui utilisent des entreprises comme coquilles vides pour éviter les taxes, mettons en place des mesures spécifiques pour les cibler. Le gouvernement utilise un bazooka où ils devraient utiliser un scalpel. • Ou mieux encore, faisons un examen complet du système fiscal grâce à une consultation approfondie qui impliquerait le monde des affaires.
Le partage des revenus permet aux propriétaires d'entreprises de payer aux membres de la famille un salaire ou des dividendes,	<ul style="list-style-type: none"> • Les PME sont souvent familiales, impliquant des conjoints et des enfants qui contribuent d'une manière ou d'une autre. • Une PME veut autant dire « Papa, Maman, Enfant » que petite-moyenne entreprise.

<p>ce qui leur permet de payer moins d'impôts.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Il existe de nombreuses façons formelles et informelles par lesquelles les membres de la famille jouent un rôle essentiel pour contribuer à la réussite de l'entreprise. • Comment le gouvernement évaluera-t-il le caractère raisonnable de la participation familiale dans l'entreprise? Cela n'entraînera qu'une forte augmentation des audits de la part de l'Agence du revenu, et les différends qui en découleront.
<p>Ces mesures permettront toujours aux propriétaires de PME de vendre leurs entreprises et de tirer des bénéfices importants de cette vente.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • On craint que les entreprises familiales de longue date ne soient obligées de vendre l'entreprise à des non-membres de la famille afin de diminuer la facture fiscale finale lors de la transition. • Beaucoup de propriétaires d'entreprises se tourneront donc vers des acheteurs non familiaux, et parfois même hors-pays, pour leurs PME quand viendra le temps de vendre, au lieu de garder l'entreprise dans la famille pour une autre génération.
<p>Les propriétaires d'entreprises pourront encore épargner pour la retraite par des mesures telles que le REER, le CELI, etc.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • En sortant les revenus provenant de l'intérieur de l'entreprise et en les plaçant dans un REER, les propriétaires d'entreprises se retrouvent à bloquer leur argent et n'y auraient pas accès (à moins de payer de lourdes pénalités) s'il y a un manque à gagner ou une obligation d'injecter du capital dans l'entreprise;
<p>Cet argent est simplement amassé et doit circuler dans l'économie.</p> <p>Les changements n'affecteront pas la création d'emplois ou l'innovation, car il redirige l'avantage fiscal vers un investissement actif, au lieu de canaliser les fonds</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Il y a plusieurs raisons pour lesquelles un propriétaire d'entreprise choisit, ou est tenu de conserver les bénéfices d'entreprise dans la société : <ol style="list-style-type: none"> i) Dispositions de la dette qui nécessitent des quantités de base qui restent dans l'entreprise; ii) Traverser des périodes « sèches » et avoir un coussin à utiliser; iii) Investir dans d'autres entreprises; iv) Économiser pour des investissements importants en machinerie, ou en immobilier.

<p>dans des investissements passifs.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Certains investissements sont passifs et traversent de longues périodes d'inactivité, afin d'être accumulé pour des investissements majeurs ou une crise imprévue.
<p>Statistique Canada montre que la majorité des propriétaires de petites entreprises gagnent annuellement moins de 150 000 \$. Ceux qui gagnent moins de 150 000 \$ ne devraient pas être sensiblement affectés par ces changements.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les professionnels de la fiscalité et de la comptabilité ont calculé que pratiquement tous les propriétaires de PME, quelle que soit leur taille ou revenu annuel, seront affectés par l'une ou l'autre des trois mesures.
<p>Le gouvernement doit fermer ces « triches » fiscales injustes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Ce ne sont pas des « triches », mais bien des mesures qui font parties d'un système fiscal conçu pour encourager l'esprit d'entreprise et aider les petites entreprises à se développer; • La modification de ces mesures aura un impact important sur les PME, et de nombreux propriétaires envisagent déjà de fermer leurs affaires ou de les déplacer. • L'objectif de la Chambre est de protéger la capacité de croissance de nos petites entreprises; • Si nous cherchons à améliorer le système fiscal, examinons-le au complet en plus d'une consultation approfondie qui comprendrait le monde des affaires.